



Texte n°86-125 - F/2 - (J. 31)	Fiscalité des Produits Pétroliers : Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
Texte n°86-126 - F/2 - (J. 36)	Application de l'article 266 bis du Code des douanes

<p><u>Bulletin officiel des douanes</u></p> <p>Fiscalité des Produits Pétroliers</p> <p>Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel</p>	<p>BOD n° 4800 du 27 juin 1986 texte n°86-125 nature du texte : DA du 27 juin 1986 classement : J. 31 RP : bureau : F/2 nombre de pages : diffusion : NOR : mots-clés :</p>
<p>Date d'entrée en vigueur du texte :</p> <p>Date de caducité du texte :</p> <p>Références :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 23 de la loi de finances pour 1986 (n° 85-1403 du 30 décembre 1985) codifié sous l'article 265 -3 du Code des douanes; - DA n° 86-008 du 13 janvier 1986 (F/2), BOD n° 4727 du 11 au 13 janvier 1986 (classement J.31); - DA n° 86-030 du 5 février 1986 (F/2), BOD n° 4738 du 1er au 5 février 1986 (classement J.31). <p>Texte abrogé :</p> <p>Texte modifié :</p>	

Les livraisons de gaz naturel destiné au chauffage des immeubles à usage principal d'habitation sont exonérées de la taxe intérieure de consommation prévue par la loi de finances pour 1986.

Le bénéfice de l'exonération est accordé au vu d'une déclaration déposée auprès des centres de facturation des sociétés de transport et de distribution de gaz redevables de la taxe. Cette déclaration fait apparaître un prorata, calculé par le bénéficiaire, représentatif des quantités de gaz qui lui sont livrées, ouvrant droit à exonération.

La présente instruction a pour objet de rappeler les conditions de prise en compte des proratas en vue de l'exonération, et de préciser les modalités de mise en oeuvre des régularisations éventuelles entraînées par le dépôt d'une déclaration modificative faisant apparaître un prorata différent de celui de la déclaration initiale.

I. RAPPEL DES CONDITIONS DE PRISE EN COMPTE DES DECLARATIONS EN VUE DE L'EXONERATION DU GAZ DESTINE AU CHAUFFAGE DES IMMEUBLES D'HABITATION

A. Principes.

En vertu des dispositions du n° 58 de la DA n° 86-[008](#) du 13 janvier 1986, la déclaration d'exonération est applicable aux livraisons effectuées au cours du mois pendant lequel elle est déposée, à condition que ce dépôt intervienne impérativement avant le 10 de ce mois.

Il est rappelé que toute déclaration déposée après cette date est prise en compte pour les livraisons du mois suivant, quelle que soit la date de facturation de la taxe intérieure.

B. Prise en compte des déclarations d'exonération déposées durant le premier trimestre de 1986.

Pour janvier 1986, la décision administrative du 13 janvier 1986 citée en référence fixe la date limite du dépôt de la déclaration d'exonération au 25 janvier 1986.

Compte tenu de la parution tardive de ce texte au Bulletin officiel des douanes, l'administration a décidé de reporter le délai de dépôt dans les

conditions fixées dans la décision administrative du 5 février 1986 citée en référence. Celles-ci sont rappelées ci-après:

1. CAS DES UTILISATEURS DIRECTS DU GAZ.

Ce cas concerne les gestionnaires d'immeubles définis dans l'instruction du 13 janvier 1986 précitée, titulaires d'un contrat de gaz, pour lesquels la date de dépôt de la déclaration d'exonération est reportée le 20 février 1986, date limite.

2. CAS DES GESTIONNAIRES DE CHAUFFERIES URBAINES (à distance).

Pour cette catégorie d'utilisateurs, titulaires d'un contrat de gaz, la date de dépôt de la déclaration d'exonération est reportée le 25 mars 1986, date limite.

C. Les régularisations du premier trimestre de 1986.

1° Régularisations portant sur la taxe intérieure et le timbre douanier.

Dans les cas visés aux paragraphes B.1 et 2 ci-dessus, les titulaires des contrats de gaz susceptibles de bénéficier d'une exonération pour le gaz destiné au chauffage des immeubles d'habitation ont pu souscrire une déclaration faisant ressortir un prorata provisoire comme la possibilité leur en est offerte par l'instruction susvisée.

Il est rappelé que, dans cette hypothèse, une déclaration faisant apparaître un prorata définitif devra avoir été déposée au plus tard:

- le 20 février 1986, pour les utilisateurs directs de gaz;
- le 25 mars 1986, pour les chaufferies à distance.

Dès lors, pour les deux ou trois premiers mois de 1986, selon les utilisateurs, des régularisations en plus ou en moins relatives à la part de gaz exonéré pourront être effectuées auprès du service des douanes.

La régularisation porte sur la différence entre les montants de la taxe intérieure et du timbre douanier facturés par le redevable à l'utilisateur et les montants de ces deux impôts réellement dus.

Cette régularisation est opérée par l'administration des douanes auprès de l'utilisateur final, sans intervention du redevable désigné par la loi.

Il est rappelé que les déclarations d'exonération déposées après les dates limites mentionnées ci-dessus sont prises en compte selon les conditions décrites au n° 58 de l'instruction du 13 janvier 1986 et précisées au paragraphe I-A ci-dessus.

Aucune régularisation ne sera opérée pour ces déclarations.

2° Cas de la taxe sur la valeur ajoutée induite.

Etant perçue par les services de la direction générale des impôts, la taxe sur la valeur ajoutée induite est régularisée selon les règles de droit commun entre le fournisseur et son client.

II. REGULARISATIONS DE LA SITUATION DES BENEFICIAIRES DE L'EXONERATION TOTALE OU PARTIELLE DE LA TAXE INTERIEURE SUR LE GAZ

A. Principes.

1° Les régularisations peuvent être effectuées en plus ou en moins:

a. Si la déclaration initiale fait apparaître un prorata d'exonération inférieur au prorata définitif déclaré aux dates limites fixées au I-c ci-dessus, l'excédent de taxe intérieure et de timbre douanier facturé donne lieu à remboursement.

Si le bénéficiaire n'a pas déclaré de prorata provisoire, la taxe a pu lui être facturée sur la totalité des livraisons après application de l'abattement légal.

Dans ce cas, son droit au remboursement n'est possible que s'il a déposé une déclaration faisant apparaître un prorata définitif aux dates indiquées au I-c ci-dessus;

b. Si, au contraire, la déclaration initiale fait apparaître un prorata supérieur au prorata définitif déclaré à ces mêmes dates limites, un recouvrement par voie de liquidation d'office est opéré.

2° Champ d'application.

Les régularisations s'appliquent aux mois suivants:

- janvier et février, pour les bénéficiaires de l'exonération autres que les chaufferies collectives à distance;
- janvier, février et mars, pour les chaufferies collectives à distance.

B. Modalités de mise en oeuvre des régularisations.

Les régularisations de la situation des utilisateurs du gaz au regard de la taxe intérieure sont opérées au vu d'une demande déposée auprès du

service des douanes.

1. LA DEMANDE:

a. Personnes concernées.

La demande doit obligatoirement être présentée par les bénéficiaires de l'exonération, titulaires du contrat de gaz, tels qu'ils sont définis au II-A-2° ci-dessus.

b. Forme.

Conforme au modèle figurant en annexe, elle est établie sur papier libre en trois exemplaires.

c. Contenu.

Elle comprend:

- Les renseignements d'ordre général fournis par le redevable:
- nom ou raison sociale du demandeur,
- adresse du demandeur,
- références du (des) contrat(s) de fourniture de gaz et adresse de(s) l'établissement(s) du (des) fournisseur(s) émetteur(s) de la facture,
- date et signature du demandeur.

La demande est certifiée sincère, complète et véritable pour les énonciations qu'elle contient et les pièces qui l'accompagnent;

- Un emplacement réservé au service des douanes pour les besoins de l'enregistrement de la demande et des opérations comptables.

En annexe:

- Le relevé des données permettant de calculer le montant de la somme à rembourser ou à recouvrer par l'administration (annexe n° 1).

Il est complété par le demandeur des renseignements relatifs:

- aux livraisons de gaz facturées et taxées,
- aux proratas provisoires et définitifs déclarés,
- aux montants de taxe intérieure et de timbre douanier acquittés.

Si le demandeur reçoit des livraisons de gaz ouvrant droit à exonération faisant l'objet de plusieurs contrats de gaz, il lui appartient d'établir autant de relevés qu'il possède de contrats de gaz.

d. Pièces jointes.

Les pièces à joindre à la demande sont les suivantes:

1° Les factures émises par le centre fournisseur de gaz faisant apparaître les quantités de gaz livrées et le montant de taxes acquittées (TIPP et timbre douanier).

Si la facturation de la taxe afférente aux livraisons d'un mois donné a été effectuée ultérieurement par le fournisseur (le mois suivant, par exemple), il y a lieu de fournir la facture afférente au mois de livraisons du gaz, et celle afférente au mois de facturation de la taxe et du timbre douanier (mois m et mois m + 1, par exemple) pour permettre les rapprochements nécessaires entre les quantités taxables et la taxe due;

2° Les quittances afférentes aux paiements des livraisons de gaz et à ceux de la TIPP et du timbre douanier;

3° Les déclarations provisoires et définitives établies faisant apparaître le(s) prorata(s) en vue de l'exonération;

4° Si la demande de régularisation donne lieu à un remboursement de l'administration, le bénéficiaire devra joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.

e. Lieu de dépôt (service des douanes compétent).

La demande de régularisation établie en trois exemplaires doit être déposée ou adressée à l'interrégion des douanes de Paris, 14, rue Yves-Toudic, Paris (10e).

f. Date limite du dépôt.

La date limite du dépôt de la demande est fixée au 30 septembre 1986; le cachet de la poste fait foi pour les demandes adressées par voie postale.

2. MODALITES DE LA REGULARISATION.

a. Calcul de la somme à rembourser ou à recouvrer par l'administration.

Le pétitionnaire doit compléter le tableau (relevé des données nécessaires au calcul de la somme à régulariser) figurant en annexe à la demande selon les indications portées en renvoi et procéder lui-même au calcul de la régularisation.

Il sera établi un tableau par contrat de gaz. Il y aura lieu de distinguer la taxe intérieure et le timbre douanier dans les colonnes (5), (9), (10) et

(11).

Deux exemples de régularisation sont donnés en annexes nos 2 et 3.

b. Rôle du service.

1° Recevabilité et enregistrement de la demande.

Le service s'assure que la demande est:

- dûment et correctement complétée:
- nom et adresse du demandeur,
- date et signature,
- données nécessaires au calcul de la régularisation (relevé annexé à la demande);
- accompagnée des pièces justificatives:
- factures,
- quittance,
- déclarations en vue de l'exonération.

Lorsque la demande est incomplète, le service recueille auprès du demandeur les compléments d'information nécessaires ou les pièces manquantes.

- Il enregistre et date la demande qui vaut déclaration.

2° Suites à donner aux demandes ne répondant pas aux conditions requises.

Les demandes soulevant une question de principe seront transmises à la direction générale, bureau F/2, par les services de l'interrégion de Paris. Le demandeur sera avisé de cette transmission par les soins de ce dernier service.

3° Vérification du calcul de la somme à rembourser ou à percevoir.

Le service s'assure que:

- le montant porté en colonne 1 relatif aux quantités de gaz livrées et facturées pour chacun des mois, correspond aux quantités de gaz exprimées en kilowattheures figurant sur la (les) facture(s) jointe(s) à la demande;
- les proratas provisoires (colonne 2) et définitifs (colonne 6) correspondent à ceux figurant sur les déclarations d'exonération jointes à la demande;
- les montants de la taxe intérieure et du timbre douanier acquittés (colonne 5) correspondent effectivement à ceux figurant sur la (les) facture(s) émise(s) par le fournisseur;
- il s'attache tout particulièrement à vérifier l'ensemble des calculs (colonnes 7, 8 et 9) permettant de déterminer le montant de la régularisation à opérer (colonne 10 ou 11), en se reportant aux modalités d'établissement du relevé figurant en renvoi du tableau.

c. Dispositions comptables.

Après traitement des demandes par les services de l'interrégion de Paris, celles-ci sont transmises à la recette principale régionale de Paris compétente pour les suites comptables.

1° Cas d'une somme à recouvrer par l'administration.

Le recouvrement est opéré par voie de liquidation d'office. La demande est accompagnée des moyens de paiement admis par les règles de la comptabilité publique. Il sera délivré quittance au déclarant.

2° Cas d'une somme à rembourser.

Le remboursement de taxe fait l'objet d'une dépense effective dans les écritures du trésorier-payeur général (receveur principal régional à Paris) dans le cadre de la procédure normale.

Dans les deux cas ci-dessus un exemplaire de la demande dûment complété et annoté sera adressé à la direction générale des douanes, bureau F/2, par les soins de l'interrégion de Paris ou de la recette principale régionale à Paris.

[Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel](#) (Art. 265 -3 du Code des douanes)

DEMANDE DE REGULARISATION DU PAIEMENT DE LA TAXE (Livraisons de la période du 1er janvier au 31 mars 1986)

ANNEXE N° 1 (1-2)

Demande de régularisation du paiement de la taxe sur le gaz naturel

RELEVÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES AU CALCUL DE LA SOMME À REMBOURSER OU À RECOUVRER PAR
L'ADMINISTRATION

[ANNEXE N° 2](#)

Demande de régularisation du paiement de la taxe sur le gaz naturel
RELEVÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES AU CALCUL DE LA SOMME À REMBOURSER OU À RECOURIR PAR
L'ADMINISTRATION

ANNEXE N° 3
Demande de régularisation du paiement de la taxe sur le gaz naturel
RELEVÉ DES DONNÉES NÉCESSAIRES AU CALCUL DE LA SOMME À REMBOURSER OU À RECOURIR PAR
L'ADMINISTRATION

Texte n°86-126 : Application de l'article 266 bis du Code des douanes

Pas encore disponible...